

CONSEIL COMMUNAL DU LUNDI 14 AVRIL 2025

Présents: **BELTRAN Fabien, Bourgmestre, Président**
~~JUPRELLE Isabelle~~, MARCQ Sébastien, NORI Enrico, DEGLIN Joëlle, Echevin(e)s
VENDY Etienne, Président du CPAS
SOOLS Nicolas, JAMAGNE Marc, ~~DEBOR Olivier~~, DENOOZ Anne-Lyse, JAMART Hubert, LAINERI Fabiola, LALLEMAND Grégory, OLIVIER Jean-François, JANSSEN Colette, CAVALLARO Marc, MARTIN Romain, ~~SARTINI Gianpiero~~, LEROY Lara, Conseillers(ères)
FOURNY Bernard, Directeur général, Secrétaire

Monsieur le Président ouvre la séance à 19h02.

Monsieur le Président propose ensuite à l'Assemblée l'ajout de l'examen d'un point complémentaire concernant la mise à disposition d'un travailleur par le CPAS sous contrat article 60, à la fin de la séance à huis clos, soit :

23. Mise à disposition d'un travailleur par le CPAS sous contrat article 60, §7 - [...]

Le Conseil marque son accord unanime (16 voix pour sur 16 membres présents) sur l'ordre du jour ainsi proposé.

SÉANCE PUBLIQUE

1- MODREC - MODÉLISATION HYDROLOGIQUE ET HYDRAULIQUE DE LA VESDRE - EXPOSÉ DE LA DIRECTION DES COURS D'EAU NON-NAVIGABLES DU SPW

Le Conseil communal,

ENTEND l'exposé de Monsieur Mathieu MASSINON, chargé de projets à la Direction des Cours d'eau non-navigables du SPW :

Wallonie environnement SPW

spi

RECONSTRUCTION RÉSILIENTE DES BERGES DU BASSIN DE LA VESDRE

14 avril 2025

AC TROOZ – SPW ARNE-DCENN - SPI

0. Reconstruction résiliente des berges de la Vesdre

- Inondations de juillet 2021, phase de sécurisation urgente terminée
- Création 6ème axe du PRW «*Soutenir la reconstruction et la résilience des territoires sinistrés*»
- Objectifs :
  - Diminuer risques par la prévention
  - **Sécuriser les cours d'eau via une reconstruction adéquate**

1. Reconstruction résiliente des berges de la Vesdre

- **2023** : convention n°1 SPI-Région : études et facilitations préalables à la reconstruction :
  - 50 chantiers Quick-Wins
    - QW 134_Gomelevay
    - QW 135 et 141_Carrière Holcim
    - QW 136_Fenderie
    - QW 501_Fraipont centre

    +-1,6 Mios€
  - Finalisation de la convention MODREC : été 2024
  - Intégration des « *Solutions fondées sur la nature* » (critères du prêt BEI)
  - Arrêtés ministériels concernant les subventions 'Acquisitions' (20-07-2023)
    - Pour Trooz : 35.229.611,79 €
      - Volet 1: 26.100.019,38 €
      - Volet 2: 9.129.592,41 €

1. Reconstruction résiliente des berges de la Vesdre

- **2024-2027** : convention n°2 SPI-Région

  - 16/05/2024 : validation par le GW de la méthodologie de reconstruction à l'échelle du sous-bassin
  - 21/06/2024 : première réunion de concertation
  - 07/07/2024 : réunion acquisitions

  - Marchés-cadres :
    - pour désigner des bureaux privés pour modéliser les interventions, en utilisant l'outil de modélisation hydraulique créé par ULiège-HECE (par DCENN)
      - Formations organisées par SPW DCENN et ULg pour ces bureaux d'études afin de maitriser cet outil complexe de modélisation
      - 3 BE ont reçu la formation au 4ème trimestre 2024, le dernier la reçoit en avril 2025.

1. Reconstruction résiliente des berges de la Vesdre

- **2024-2027** : convention n°2 SPI-Région

  - 16/05/2024: validation par le GW de la méthodologie de reconstruction à l'échelle du sous-bassin
  - 21/06/2024 : première réunion de concertation
  - 07/07/2024 : réunion acquisitions

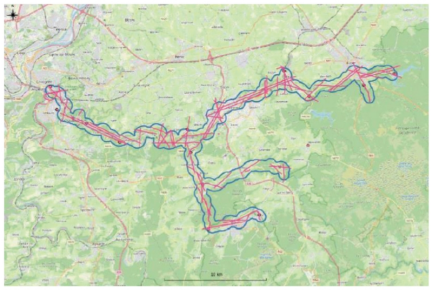
  - Marchés-cadres :
    - pour désigner les auteurs des projets (4 équipes pluridisciplinaires) des travaux de reconstruction résiliente (par SPI)

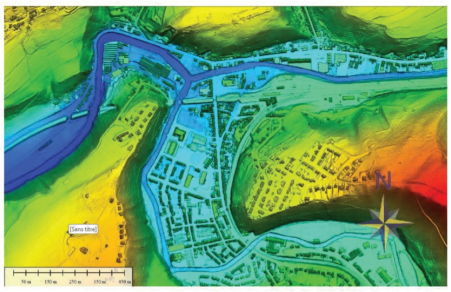
2. Méthodologie validée par le GW du 16/05/2024

1	Large phase de collecte et d'analyse de l'ensemble des informations et propositions disponibles : - **Schéma stratégique** (échelle du bassin versant) - **PDDQ, Appui urbanistique** (échelle des communes) - **Projets communaux** : réflexions, demandes, acquisitions,... - **Connaissance et expertise du gestionnaire** des cours d'eau
1bis	Echanges avec la Commune
2	Propositions compilées et confiées aux bureaux d'études pluridisciplinaires (marché-cadre de SPI) **Avant-projet** des interventions sélectionnées sur le linéaire défini Travail du **MNT** (levé Topo-bathymétrique) pour figurer les aménagements en 3D
2bis	Analyse du **volet environnemental** -écologie et hydromorphologie- Alignement avec les exigences et critères d'éligibilité du prêt BEI, notamment les solutions fondées sur la nature
3	Avant-projet injecté dans l'**outil de modélisation** créé par l'ULiège-HECE (marché-cadre de DCENN) Vérification de l'apport hydraulique et pertinence des interventions pour la réduction du risque d'inondation Processus itératif entre bureaux concepteur et modélisateur, en dialogue avec SPI et DCENN, afin d'ajuster aménagements et aboutir aux meilleures solutions Présentation à la commune de la/des solution(s)
	Validation par le CA et le GW
4	**Projet technique** par bureau d'étude SPI, en étroite collaboration avec DCENN Elaboration des plans, métré détaillé et cahier des charges. Demande de permis d'urbanisme si besoin. **Marché public de travaux**
5	**Chantier de reconstruction résiliente des berges**

2. Méthodologie validée par le GW du 16/05/2024

Modélisation: mise à jour de la topographie - vol topo-bathymétrique (LIDAR)





2. Méthodologie validée par le GW du 16/05/2024

1. Mise à jour (ajustement) des statistiques de débits en tenant compte de l'évènement de juillet 2021

2. Méthodologie validée par le GW du 16/05/2024

1. Mise à jour (ajustement) des statistiques de débits en tenant compte de l'évènement de juillet 2021
2. Débits de projet au lieu de périodes de retour

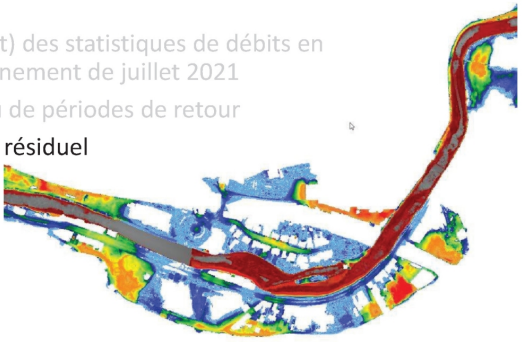
Station 6228 Chaudfontaine (Vesdre)

Loi GEV – ajustement saisonnier 'joint'

		(Valeurs 2007)
Q_{25}	253 m³/s	226 m³/s (+12%)
Q_{50}	350 m³/s	241 m³/s (+45%)
Q_{100}	482 m³/s	255 m³/s (+89%)
Q_{1000}	1366 m³/s	
2021 :	676 m³/s	

2. Méthodologie validée par le GW du 16/05/2024

1. Mise à jour (ajustement) des statistiques de débits en tenant compte de l'évènement de juillet 2021
2. Débits de projet au lieu de périodes de retour
3. Cartographie du risque résiduel



2. Méthodologie validée par le GW du 16/05/2024

Fonctionnement de l'accord-cadre modélisation

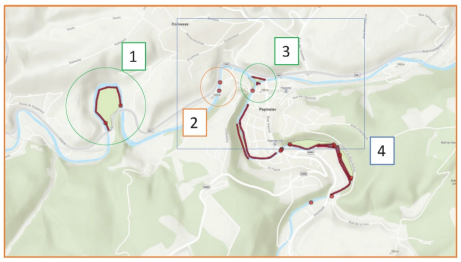
- Attribution/sélection des prestataires
- Formation (forfaitaire) + évaluation
- Emission de la fiche d'assignation

1. Description succincte du contenu de la fiche :

1.a. Ce qui est renseigné par le P.A.

1.b. Ce qui est à renseigner par les prestataires candidats

Priorisation des scénarios + organisation des variantes (logique suivant les ***besoins de terrain***)



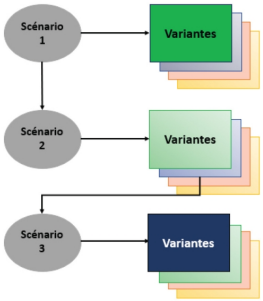
1
2
3
4
5
5bis

Exemple : Aménagement en aval (1abcd), combiné ensuite avec les réfections de berges (2) et la rehausse de talus et l'activation d'une ZECr (3). Une combinaison de fonctionnement si action de gestion d'une ZECr (4) == une reprise en main d'anciens scénarios.

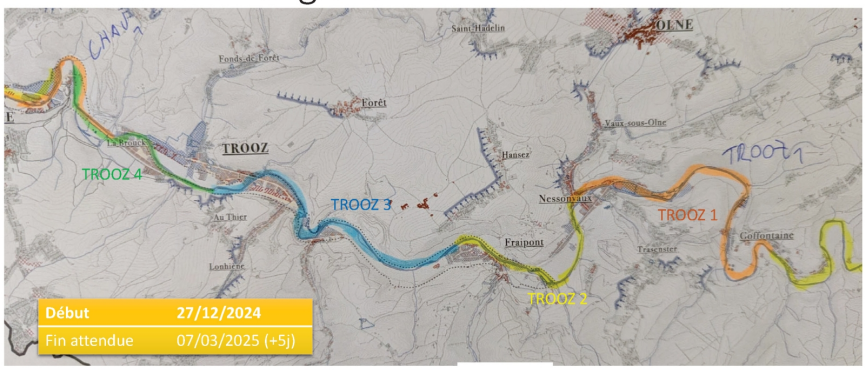
2. Méthodologie validée par le GW du 16/05/2024

Fonctionnement de l'accord-cadre modélisation

- Attribution/sélection des prestataires
- Formation (forfaitaire) + évaluation
- Emission de la fiche d'assignation
- Retour de fiche
- Analyse (P.A.)
- Lancement de l'étude
- Réalisation de l'étude



3. Fiche d'assignation TROOZ 2



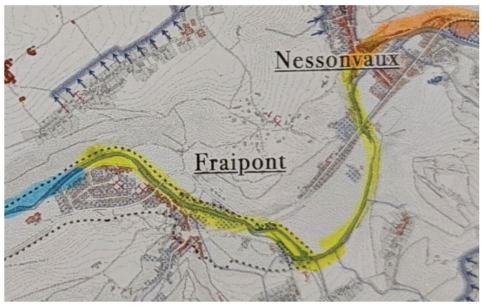
3. Fiche d'assignation TROOZ 2

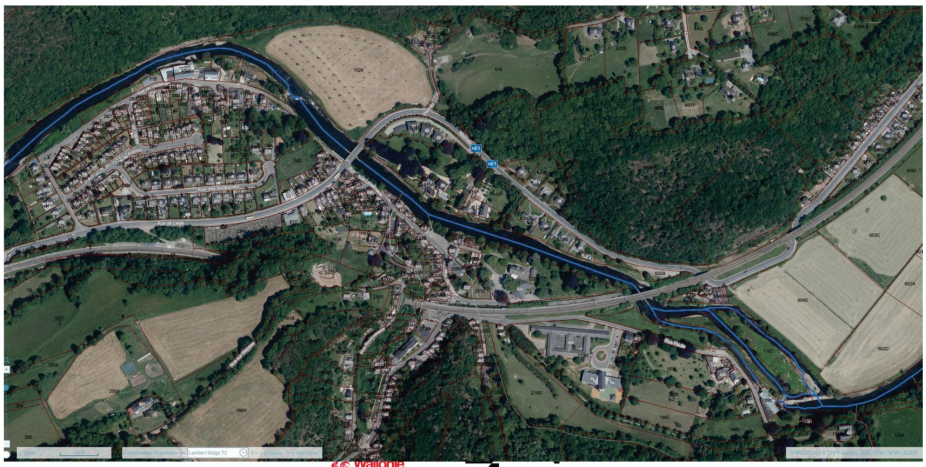
Objectif principal : design hydraulique

- Améliorer la capacité d'écoulement et gérer les vitesses dans le lit mineur.

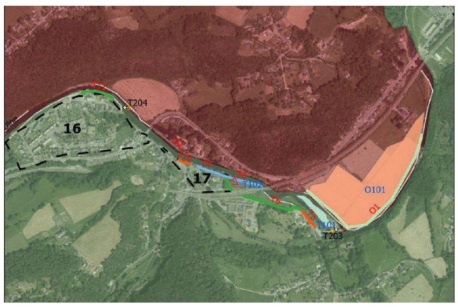
- Protection : éviter les débordements en rive gauche et évaluer les potentiels débordements en rive droite.

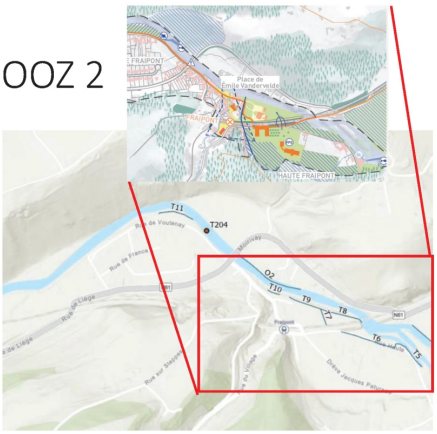
- Intégrer une étude de la vidange de la zone protégée en rive gauche (affluent/axe de ruissellement concentré)





3. Fiche d'assignation TROOZ 2





3. Fiche d'assignation TROOZ 2



O2 : Objectif de protection (éviter des débordements en rive droite).

- **Var1** – étude du niveau d'eau (éviter le débordement) == mur à hauteur posée en fonction des résultats des différentes simulations

T204 : Arasement du seuil

- **Var1** – Fond lissé pour récupérer une pente de fond moyenne sur le tronçon (emprise sur le fond de cours d'eau plus importante vers l'amont et l'aval)
- **Var2** – Arasement et remplacer l'effet du seuil par une bande rugueuse (pente un peu plus marquée que le lissage de fond en Var1)

T5 + T6 : Objectif : implanter un mur/une digue de protection pour éviter le débordement en rive gauche.

- **Var1** - Etudier la rehausse nécessaire sur le niveau du mur présent actuellement sur l'emprise de T5 (point de départ : rehausse d'environ 80cm pour T5 et pour T6 : hauteur de digue à 103.5m en assurant le raccord au mur)
- *Attention : veiller à intégrer un point de passage abaissé pour un passage de véhicules agricoles*
- **Varopti** : rehausse adaptée (optimum)

3. Fiche d'assignation TROOZ 2



T7 : Objectif : Implanter une digue naturelle qui protège l'aval du passage sous le chemin de fer (rive gauche), en étant plus reculée dans le lit majeur.

- **Var1** – Veiller à implanter une berge avec une hauteur variable qui va jusque 110cm.
- **Varopti**

T8 : Objectif : restaurer la berge en la déminéralisant. Implanter une berge en terre en lieu de la berge actuelle.

- **Var1** - Veiller à implanter une berge avec une hauteur adaptée (discussions avec la DCENN à prévoir). Reconstitution de la berge à l'emplacement identique, avec une pente en 6/4
- **Var2** – Implanter un lit emboité de 3m
- **Varopti**

T9 : Objectif : restaurer la berge en la déminéralisant. Implanter une berge en terre en lieu de la berge actuelle.

- **Var 1** – Pente de merlon en 4/4 avec un plat d'1 m à son sommet. Hauteur à déterminer sur base des simulations réalisées antérieurs.
- **Varopti**

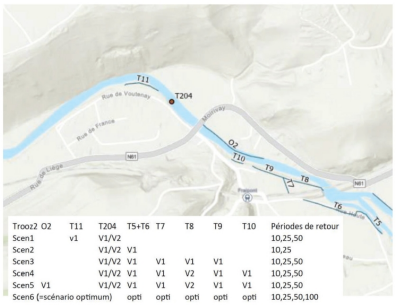
T10 : Objectif : Implanter une digue naturelle qui protège la partie aval (rive gauche)

- **Var1** – Poser un mur de protection en lieu et place du garde-corps existant, h=80 cm.
- **Varopti** – Déterminer s'il vaut mieux poser un muret en pierre ou un merlon (à définir suivant les résultats). Adapter les objectifs de protection.

T11 : Poser une berge naturelle

Var1 – Implémenter un aménagement de berge pour rehausser l'actuelle de +30cm.

3. Fiche d'assignation TROOZ 2



Trooz2 O2	T11	T204	T5+T6	T7	T8	T9	T10	Périodes de retour
Scen1	v1	V1/V2						10,25,50
Scen2		V1/V2	V1					10,25
Scen3		V1/V2	V1	V1	V1	V1		10,25,50
Scen4		V1/V2	V1	V1	V2	V1	V1	10,25,50
Scen5	V1	V1/V2	V1	V1	V2	V1	V1	10,25,50
Scen6 (=scénario optimum)			opti	opti	opti	opti	opti	10,25,50,100
Scen7								10,25,50
Scen8 opti 2								10,25,50,100

Scen1 *Scénario 1 permettra de voir l'impact sur ligne d'eau à l'amont de l'arasement et de la protection aval*

Scen2 *Scenario2 servira de scénario de protection en amont pont SNCB en RG --> voir comportement passage sous SNCB*

Scen3 *Scenario complet de protection de la rive gauche (sans fermeture de la place)*

Scen4 *Scenario complet de protection de la rive gauche (attention à l'eau des ruisseaux)*

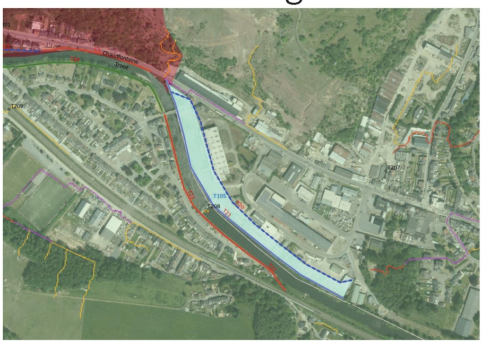
Scen5 *Protection en rive droite également*

Scen6 *Ajustement des hauteurs de protection de T5+T6, T9, T10, T11, O2*

Scen7 *Gestion des 2 ruisseaux, identification des tracés des eaux (ruissellement/écoulements secondaires)*

Scen8 opti_2 *Modifications à la marge sur Scen6 permettant de s'assurer d'une bonne vidange de la zone car celle-ci sera exposée aux eaux des axes de ruissellement/d'un affluent*

3. Fiche d'assignation TROOZ



Numero	type	objectif	ouvrage
T20	déplacement de berge	augmenter la section de passage	reculer mur existant selon projet PDDQ
T21	modification de berge	scénario Vesdre canalisée	rehausse et consolidation du mur
T24	digue naturelle	éviter le débordement sur le quartier de la Brouck	construction chez riverain
T105	déplacement du lit mineur	augmenter la section de passage et éviter débordement en RG	suppression du mur et décaissement de la zone
T207	affluent	débordement du ruisseau de la Magne ou des Fonds de Foret	à étudier pour éviter débordement sur voirie
T208	barrage	suppression pour diminution de la ligne d'eau à l'amont et limiter le débordement	seuil béton à supprimer
T209	passage eau	identifier origine de l'eau	

3. Fiche d'assignation TROOZ



Numero	type	objectif	ouvrage
T12	digue naturelle	rehausse de la berge	à déterminer
T13	ouvrage de protection	éviter le débordement sur la route nationale. Pourrait servir d'assise pour le véloroute	remblais ou véloroute ou muret
T15	mur protection	éviter débordement	nouveau mur à créer, hauteur importante
T14	mur protection	éviter le débordement	rehausse mur existant. Vérifier état de l'existant
T16	digue naturelle	éviter débordement	localisation à affiner (pourrait être en retrait)
T17	digue naturelle	éviter débordement	comblement d'un ancien bief désaffecté
T18	ouvrage de protection	éviter le débordement dans le quartier	difficile à déterminer, pas de place pour digue naturelle et difficulté pour mur
T19	ouvrage de protection	éviter le débordement dans le quartier	difficile à déterminer, pas de place pour digue naturelle et difficulté pour mur
T103	zone naturelle à créer	renaturalisation du Quartier (à désaffecter) de la fenderie	voir si décaissement nécessaire ou création by-pass
T104	déplacement du lit mineur	augmenter la section de passage et éviter débordement en RG	décaissement de la banquette et aménagement hydromorphologique
T205	affluent	gérer les eaux de ruissellement	étude à réaliser dans la zone

3. Fiche d'assignation TROOZ



Numero	type	objectif	ouvrage
T1	digue naturelle	protection du quartier	à déterminer
T2	mur protection	éviter le débordement	muret existant à rehausser/prolonger
T3	digue naturelle	éviter le débordement	voir si emprise et recul habitation est ok pour légère rehausse
T4	étude	étude de la dynamique requise dans la zone (y compris du bief)	
T202	affluent	gérer les eaux de ruissellement	étude à réaliser dans la zone

12-05-25 Wallonie environnement SPW spi 22

2- PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 MARS 2025

Le Conseil communal,

Considérant le procès-verbal de la séance du 17 mars 2025, tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général ;

Considérant qu'aucun membre n'a de remarque ni d'observation à formuler sur la rédaction dudit procès-verbal ;

DECIDE, par 16 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 16, d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 17 mars 2025 tel que présenté par Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général.

3- MARCHÉ CONJOINT POUR L'ACQUISITION D'UN LOGICIEL DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC - ADHÉSION À LA CONVENTION

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les articles 2,36 et 48 de la loi relative aux marchés publics du 17 juin 2016 ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant les dispositions légales en vigueur relatives aux marchés publics et à la coopération entre autorités locales ;

Vu l'intérêt porté par la zone de police SECOVA de disposer d'un logiciel de gestion du domaine public en vue d'assurer une meilleure gestion des manifestations, des

chantiers en cours et des déviations mises en place ;

Considérant également l'intérêt conjoint des communes d'Aywaille, Chaudfontaine, Esneux, Sprimont et Trooz pour ce type d'outil ;

Considérant qu'il convient dès lors de mutualiser les ressources en vue de l'acquisition de ce type de programme ;

Vu la proposition de convention à ce sujet transmise par courriel 415525 par Monsieur Stefan KACZMIERCZAK, Directeur général de la Commune d'Esneux ;

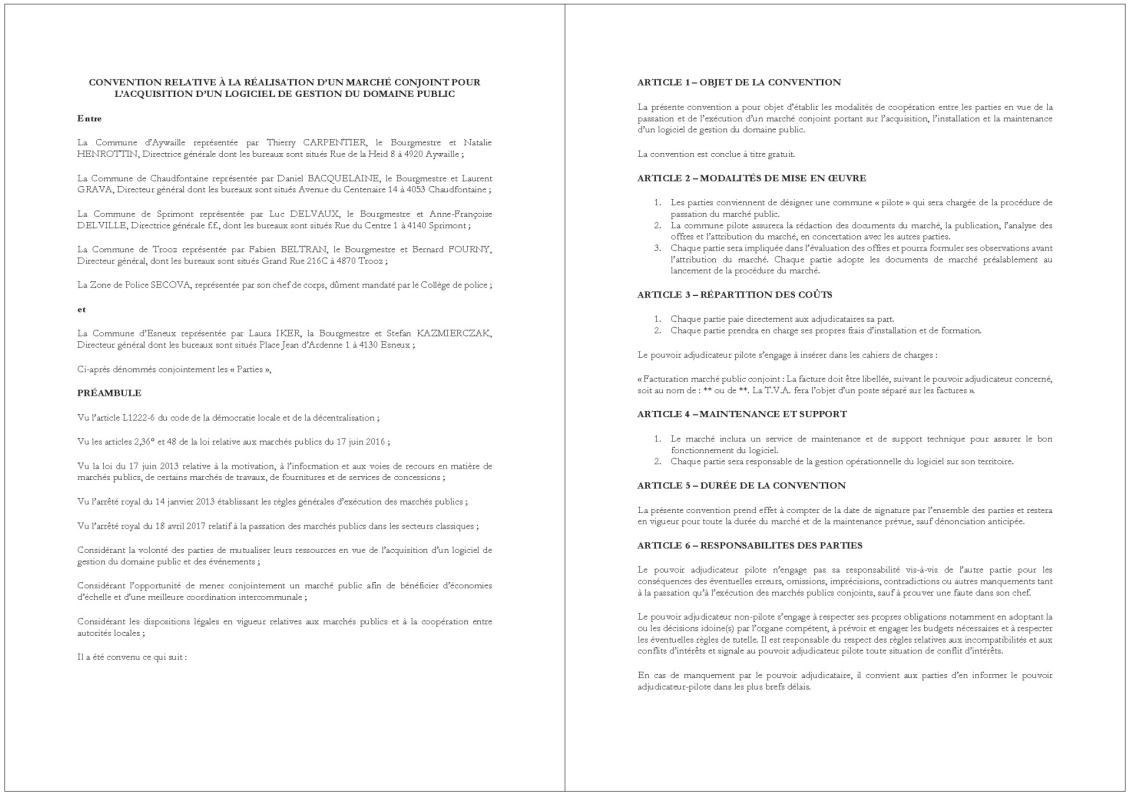
Considérant que la passation d'un marché conjoint entre les cinq communes concernées et la zone de police SECOVA permettrait de bénéficier d'économies d'échelle et d'une meilleure coordination intercommunale ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 16 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 16 :

Article 1er : La convention de coopération entre la zone de police SECOVA et les communes d'Aywaille, Chaudfontaine, Esneux, Sprimont et Trooz est approuvée.

Article 2 : La convention sera transmise à l'administration communale d'Esneux, pour suite utile, après signature par Monsieur le Bourgmestre et Monsieur le Directeur général.



CONVENTION RELATIVE À LA RÉALISATION D'UN MARCHÉ CONJOINT POUR L'ACQUISITION D'UN LOGICIEL DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC

Entre

La Commune d'Aywaille représentée par Thierry CARPENTIER, le Bourgmestre et Natalie HENROTTIN, Directrice générale dont les bureaux sont situés Rue de la Heid 8 à 4920 Aywaille ;

La Commune de Chaudfontaine représentée par Daniel BACQUELAINE, le Bourgmestre et Laurent GRAVA, Directeur général dont les bureaux sont situés Avenue du Centenaire 14 à 4053 Chaudfontaine ;

La Commune de Sprimont représentée par Luc DELVAUX, le Bourgmestre et Anne-Françoise DELVILLE, Directrice générale ff., dont les bureaux sont situés Rue du Centre 1 à 4140 Sprimont ;

La Commune de Trooz représentée par Fabien BELTRAN, le Bourgmestre et Bernard FOURNY, Directeur général, dont les bureaux sont situés Grand Rue 216C à 4870 Trooz ;

La Zone de Police SECOVA, représentée par son chef de corps, dûment mandaté par le Collège de police ;

et

La Commune d'Esneux représentée par Laura IKER, la Bourgmestre et Stefan KAZMIERCZAK, Directeur général dont les bureaux sont situés Place Jean d'Ardenne 1 à 4130 Esneux ;

Ci-après dénommés conjointement les « Parties »,

PRÉAMBULE

Vu l'article L1222-6 du code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les articles 2,36° et 48 de la loi relative aux marchés publics du 17 juin 2016 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services de concessions ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant la volonté des parties de mutualiser leurs ressources en vue de l'acquisition d'un logiciel de gestion du domaine public et des événements ;

Considérant l'opportunité de mener conjointement un marché public afin de bénéficier d'économies d'échelle et d'une meilleure coordination intercommunale ;

Considérant les dispositions légales en vigueur relatives aux marchés publics et à la coopération entre autorités locales ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir les modalités de coopération entre les parties en vue de la passation et de l'exécution d'un marché conjoint portant sur l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un logiciel de gestion du domaine public.

La convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 2 – MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

1. Les parties conviennent de désigner une commune « pilote » qui sera chargée de la procédure de passation du marché public.
2. La commune pilote assurera la rédaction des documents du marché, la publication, l'analyse des offres et l'attribution du marché, en concertation avec les autres parties.
3. Chaque partie sera impliquée dans l'évaluation des offres et pourra formuler ses observations avant l'attribution du marché. Chaque partie adopte les documents de marché préalablement au lancement de la procédure du marché.

ARTICLE 3 – RÉPARTITION DES COÛTS

1. Chaque partie paie directement aux adjudicataires sa part.
2. Chaque partie prendra en charge ses propres frais d'installation et de formation.

Le pouvoir adjudicateur pilote s'engage à insérer dans les cahiers de charges :

« Facturation marché public conjoint : La facture doit être libellée, suivant le pouvoir adjudicateur concerné, soit au nom de : ** ou de **. La T.V.A. fera l'objet d'un poste séparé sur les factures ».

ARTICLE 4 – MAINTENANCE ET SUPPORT

1. Le marché inclura un service de maintenance et de support technique pour assurer le bon fonctionnement du logiciel.
2. Chaque partie sera responsable de la gestion opérationnelle du logiciel sur son territoire.

ARTICLE 5 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par l'ensemble des parties et restera en vigueur pour toute la durée du marché et de la maintenance prévue, sauf dénonciation anticipée.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES DES PARTIES

Le pouvoir adjudicateur pilote n'engage pas sa responsabilité vis-à-vis de l'autre partie pour les conséquences des éventuelles erreurs, omissions, imprécisions, contradictions ou autres manquements tant à la passation qu'à l'exécution des marchés publics conjoints, sauf à prouver une faute dans son chef.

Le pouvoir adjudicateur non-pilote s'engage à respecter ses propres obligations notamment en adoptant la ou les décisions idoine(s) par l'organe compétent, à prévoir et engager les budgets nécessaires et à respecter les éventuelles règles de tutelle. Il est responsable du respect des règles relatives aux incompatibilités et aux conflits d'intérêts et signale au pouvoir adjudicateur pilote toute situation de conflit d'intérêts.

En cas de manquement par le pouvoir adjudicataire, il convient aux parties d'en informer le pouvoir adjudicateur-pilote dans les plus brefs délais.



ARTICLE 7 – DISPOSITIONS DIVERSES

1. Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des parties.
2. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur pilote ne remplirait pas ses obligations et après mise en demeure infructueuse au terme de 15 jours à compter de la notification, le pouvoir adjudicateur non-pilote pourra résilier la présente convention.
3. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur non-pilote ne respecterait pas ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur pilote, après mise en demeure restée infructueuse au terme de 15 jours pourrait résilier la présente convention.
4. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier une résolution amiable. À défaut, les juridictions compétentes seront les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Liège.

Fait à ……., le ……

Signatures

Pour le Pouvoir adjudicateur « pilote »

La Commune d'Esneux,

Le Directeur général
Stefan KAZMIERCZAK

La Bourgmestre
Laura IKER

Pour le pouvoir adjudicateur « non-pilote »,

- La Zone de Police SECOVA
- La Commune d'Aywaille
- La Commune de Chaudfontaine
- La Commune de Spiremont
- La Commune de Trooz

4- FABRIQUE D'EGLISE SAINTE-CATHERINE DE FORÊT - COMPTE 2024

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des églises, les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, l'article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, spécialement l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant le compte 2024 de la Fabrique d'Eglise Sainte Catherine de Forêt reçu en date du 17 février 2025 sous la référence 414.357 ;

Vu l'envoi du dossier susvisé à l'organe représentatif du Culte ;

Vu l'approbation du Compte 2024 de la Fabrique d'Eglise 469 Sainte Catherine de Forêt par l'Evêché en date du 6 mars 2025, reçue à l'Administration communale le 10 mars 2025, sous réserve des remarques suivantes :

" Le dossier présente toutes les pièces justificatives nécessaires à notre contrôle.

En conformité avec l'article L3162-1 du CDLD et les articles 6 et 7 de la loi du 4 mars 1870 modifiée, le chef diocésain arrête et approuve le compte pour l'année 2024, sous réserve de la remarque et des corrections

suivantes :

Remarque :

Comme l'Evêché n'a pas reçu la décision communale pour le budget 2024, il fallait inscrire les montants dans la colonne "budget 2024" tous les montants arrêtés par la décision diocésaine du 04/10/2023 pour le budget 2024.

Corrections :

R06 : revenus de fondations, rentes : 0,00 € au lieu de 21.551,70 €. Comme le produit de la vente de la chapelle de Forêt-Bas a déjà été acté au compte 2021 en recette extraordinaire (capitaux) et que le montant a dû être placé sur un "fonds de réserve en attente de placement, ce ne doit plus être remis ultérieurement en recette (Voir correction compte 2022 à l'article R06) ;

R21 : emprunts : souscription BE : 0,00 € au lieu de 50.000,00 € (voir R28) ;

R28 : utilisation du fonds de réserve en attente de placement : 50.000,00 € au lieu de 0,00 € ;

D53 : placement de capitaux : 50.000,00 € au lieu de 71.551,70 € (voir R28)

Balance générale :

Total Recettes : 76.253,54 €

Total Dépenses : 64.284,44 €

Boni égal au solde bancaire : 11.969,10 €. "

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 16 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 16 :

Article 1er : D'approuver le Compte annuel de la Fabrique d'Eglise 469 Sainte-Catherine de Forêt, pour l'exercice 2024, reçu le 17 février 2025 sous la référence 414357, comme suit :

Recettes ordinaires totales	10.488,95 (€)
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 (€)
Recettes extraordinaires totales	65.764,59 (€)
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	15.764,59 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.253,63 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	5.948,81 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	55.082,00 (€)
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 (€)
Recettes totales	**76.253,54 (€)**
Dépenses totales	**64.284,44 (€)**
Résultat comptable	**11.969,10 (€)**

Article 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la

réception de la présente décision.

Article 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

Article 4 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du Compte est transmise simultanément :

- à l'Organe représentatif du culte reconnu ;
- au Gouverneur de la province de Liège.

5- FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE DE NESSONVAUX - COMPTE 2024

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises, les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, l'article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, spécialement l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant la délibération du Conseil de Fabrique d'Eglise 471 Saint-Pierre de Nessonvaux en date du 11 janvier 2025 arrêtant le compte 2024 dudit établissement cultuel, parvenue à l'administration communale le 24 février 2025 accompagnée des pièces comptable ;

Vu l'approbation du compte 2024 de la Fabrique d'Eglise 471 Saint-Pierre par l'Evêché en date du 6 mars 2025, reçue à l'Administration communale le 10 mars 2025, sous réserve des remarques suivantes :

" Le dossier présente toutes les pièces justificatives nécessaires à notre contrôle.

En conformité avec l'article L3162-1 CDLD et les articles 1 et 2 de la loi du 4 mars 1870 modifiée, le chef diocésain arrête et approuve le compte 2024, ***sous réserve de la remarque suivante*** *:*

D40 : Visites décanales *: Le trésorier n'avait pas budgétisé le montant de 30 €. Il n'a donc pas été versé. Pour 2025, le trésorier veillera à faire la correction en s'acquittant de ce montant avec celui de l'année en cours.*

Balance générale :

Total Recettes : 84.462,99 €

Total Dépenses : 7.840,33 €

Boni : 76.622,66 €. "

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 16 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 16 :

Article 1er : D'approuver le Compte annuel de la Fabrique d'Eglise 471 Saint-Pierre de Nessonvaux, pour l'exercice 2024, voté en séance du Conseil de Fabrique en

date du 11 janvier 2025, comme suit, avec la remarque suivante :

" Le dossier présente toutes les pièces justificatives nécessaires à notre contrôle.

***- D40 : Visites décanales** : Le trésorier n'avait pas budgétisé le montant de 30 €. Il n'a donc pas été versé. Pour 2025, le trésorier veillera à faire la correction en s'acquittant de ce montant avec celui de l'année en cours. "*

Recettes ordinaires totales	16.738,53 (€)
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 (€)
Recettes extraordinaires totales	67.724,46 (€)
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	67.724,46 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.595,31 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	6.245,02 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00 (€)
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 (€)
Recettes totales	**84.462,99 (€)**
Dépenses totales	**7.840,33 (€)**
Résultat comptable	**76.622,66 (€)**

Article 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.
A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la Poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.
La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be.

Article 4 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du Compte est transmise simultanément :

- à l'Organe représentatif du culte reconnu ;
- au Gouverneur de la province de Liège.

6- FABRIQUE D'EGLISE SAINT-JEAN L'EVANGÉLISTE DE BEAUFAYS - COMPTE 2024

Le Conseil communal,
Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;
Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises,

les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, l'article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, spécialement l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant le compte 2024 de la Fabrique d'Eglise Saint-Jean l'Evangéliste de Beaufays reçu en date du 24 février 2025 ;

Vu l'envoi du dossier susvisé à l'organe représentatif du Culte ;

Vu l'approbation du Compte 2024 de la Fabrique d'Eglise 092 Saint-Jean l'Evangéliste de Beaufays par l'Evêché en date du 28 février 2025, reçue à l'Administration communale le 3 mars 2025, avec les remarques et corrections suivantes :

" Le dossier présente toutes les pièces justificatives nécessaires à notre contrôle.

En conformité avec l'article L3162-1 du CDLD et les articles 6 et 7 de la loi du 4 mars 1870 modifiée, le chef diocésain arrête et approuve le compte pour l'année 2024, ***sous réserve de la remarque suivante :***

Remarques

R17 : supplément communal pour les frais ordinaires du culte : la commune de TROOZ versera le montant de 241,97 € à la fabrique dès que possible conformément à la décision communale du 07/10/2024 pour la MB1/2024.

Balance générale :

Total Recettes : 53.238,76 €

Total Dépenses : 53.158,88 €

Boni : 79,88 €. "

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 16 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 16 :

Article 1er : d'approuver le Compte annuel de la Fabrique d'Eglise 092 Saint-Jean l'Evangéliste de Beaufays, pour l'exercice 2024, reçu le 24 février 2025, comme suit :

Recettes ordinaires totales	8.955,59 (€)
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	4.813,33 (€)
Recettes extraordinaires totales	44.283,17 (€)
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	10.070,93 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	11.611,03 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	7.335,61 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	34.212,24 (€)
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 (€)
Recettes totales	**53.238,76 (€)**

Dépenses totales	**53.158,88 (€)**
Résultat comptable	**79,88 (€)**

Article 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.
A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la Poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.
La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be.

Article 4 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du Compte est transmise simultanément :

- à l'Organe représentatif du culte reconnu ;
- au Gouverneur de la province de Liège.

7- FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MONON DE GOFFONTAINE - COMPTE 2024

Le Conseil communal,

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises, les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Constitution, spécialement les articles 41 et 162 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, spécialement l'article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, spécialement l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement les articles L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant que le projet de Compte a été soumis au Conseil de Fabrique au cours de la séance du 19 mars 2025 ;

Considérant que ledit projet de Compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la Fabrique d'Eglise au cours de l'exercice 2024 ;

Considérant la délibération du Conseil de Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine en date du 19 mars 2025 arrêtant le Compte 2024 du dit établissement culturel, parvenue à l'autorité communale le 21 mars 2025 accompagnée du Compte 2024 sous la référence 415.552, avec les pièces comptables ;

Considérant le délai limité de 40 jours pour faire passer le point en séance du Conseil ;

Considérant que nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre la décision du

Conseil de Pépinster pour soumettre le point à notre assemblée ;

Considérant l'approbation du compte 2024 de la Fabrique d'Eglise Saint-Monon par l'Evêché en date du 26 mars 2025 reçue à l'Administration communale le 28 mars 2025, sans remarques ni correction :

« compte bien tenu. Merci».

Balance générale : Total Recettes : 34.095,62€
Total Dépenses : 10.188,12 €
Boni : 23.907,50 € "

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 16 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 16 :

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le Compte annuel de la Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine, pour l'exercice 2024, voté en séance du Conseil de Fabrique en date du 19 mars 2025, comme suit :

Recettes ordinaires totales	14.259,08 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 €
Recettes extraordinaires totales	19.836,54 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
Dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	18.892,59 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.953,23 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	4.054,59 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	4.180,30 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	34.095,62 €
Dépenses totales	10.188,12 €
Résultat comptable	23.907,50 €

Article 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.
A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la Poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be

Article 4 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du Compte est transmise simultanément :

- au Conseil communal de la Communes de Pepinster ;
- à l'Organe représentatif du culte reconnu ;
- au Gouverneur de la province de Liège.

8- CESSION AU PROFIT DE L'AIDE/SPGE DES COLLECTEURS DE TROOZ ET STATION DE POMPAGE DE LA BROUCK

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la Loi du 12 novembre relative à la publicité de l'administration dans les provinces et communes ;

Vu le courrier 415402 de Madame Julie DONY, Commissaire au Service Public de Wallonie, Finances, Département des Comités d'acquisition, Direction du Comité d'acquisition de LIEGE, relatif à la convention d'acquisition d'immeubles en sous-sol et en pleine terre avec constitution de servitude et autorisation de jouissance temporaire pour la durée des travaux (zone de travail) ;

Considérant que la convention dont question est à conclure entre la commune de Trooz et la SPGE ;

Considérant que pour la conclusion de la présente convention, la SPGE est représentée par l'AIDE en vertu du contrat de service d'épuration et de collecte du 29 juin 2000 ;

Considérant que ladite convention porte sur l'acquisition des emprises suivantes :

Acquisition en pleine propriété des emprises suivantes :

1. *1ère Division, parcelle sise au lieu-dit « La Brouck » cadastré comme « terre vaine et vague » Section A, n° 221X P0000 pour une contenance de 466 m² / Lot n° 10*
2. *1ère Division, parcelle de terrain non cadastré faisant partie du domaine public pour une contenance 491 m² / Section A, n° 341B P0000 / Lot n° 11*
3. *1ère Division, parcelle de terrain sise au lieu-dit « Vau de la de l'Eau » cadastré comme « terre vaine et vague » Section A, n° 266P0000 pour une contenance de 650 m² : une emprise en pleine propriété de 43 m² reprise sous le n° 12 Section A341C P0000 / Lot n° 12*
4. *1ère Division, parcelle sise au lieu-dit « La Brouck » cadastré comme « terre vaine et vague » Section A, 265C P0000 pour une contenance de 1.148 m²*
    a) *Une emprise en sous-sol de 214 m² reprise sous le n° 13*
    b) *Une emprise en pleine propriété de 9 m² reprise sous le n° 14- Section A, n° 341D P0000*
    c) *Une emprise en sous-sol de 145 m² reprise sous le numéro 15*
5. *1ère Division, parcelle sise au lieu-dit « Rue de la Vesdre » cadastré comme chemin Section A, n° 265/02 P0000 pour une contenance de 1.722 m²*
    a) *Une emprise en sous-sol de 41 m² reprise sous le numéro 16*
    b) *Une emprise en pleine propriété de 9 m² reprise sous le numéro 17- Section A, n° 341E P0000*
    c) *Une emprise en sous-sol de 11 m² reprise sous le numéro 18*
    d) *Une emprise en pleine propriété de 10 m² reprise sous le numéro 19- Section A, n° 341F P0000*
    e) *Une emprise en sous-sol de 4 m² reprise sous le numéro 20*
    f) *Une emprise en sous-sol de 14 m² reprise sous le numéro 21*

Considérant que cette convention a eu lieu pour cause d'utilité publique en vue de permettre l'exécution de travaux pour réaliser le collecteur de Trooz, collecteur et station de pompage de " La Brouck " ;

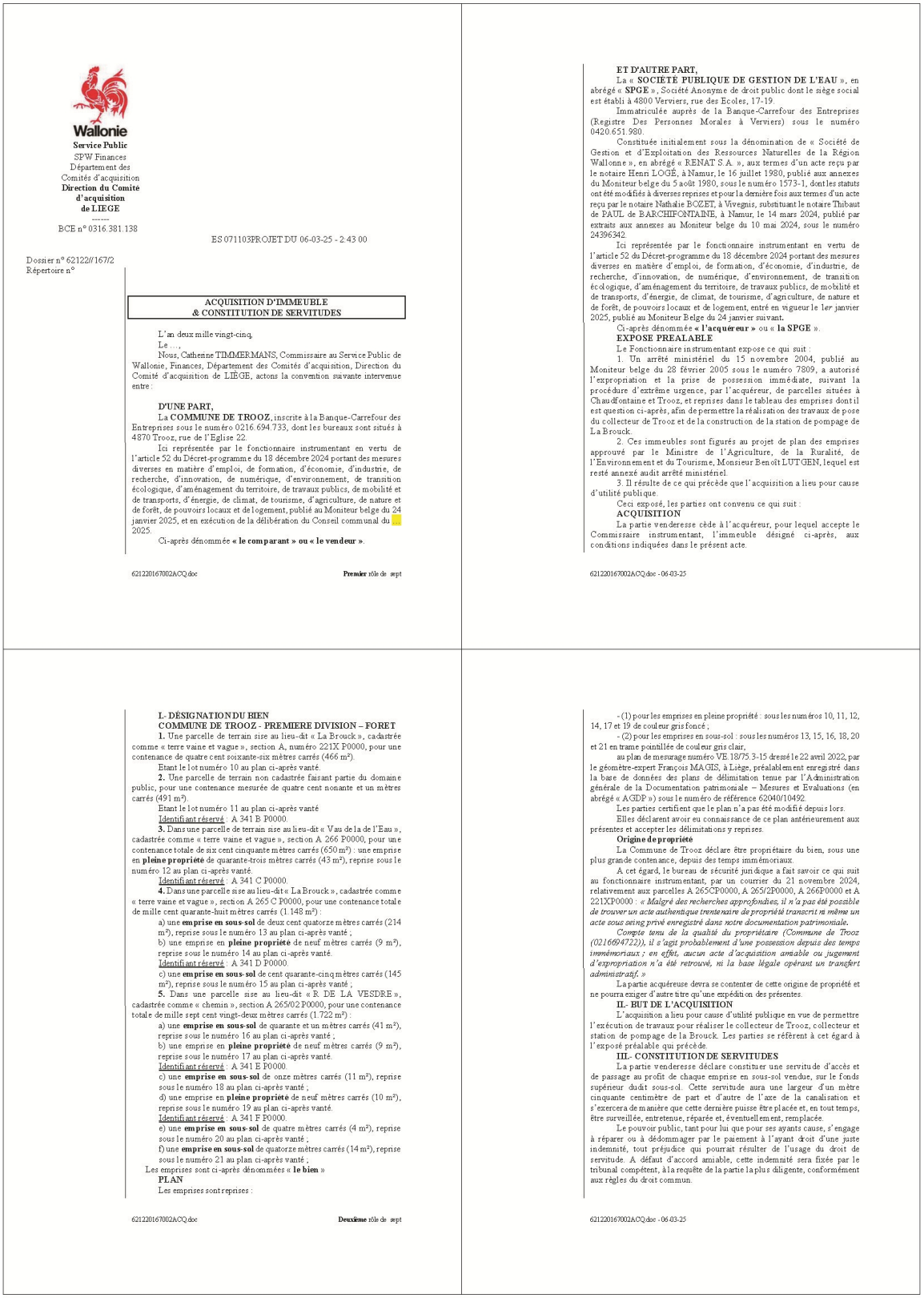
Considérant que l'acquisition dont question prend la forme d'un contrat de vente ;

Considérant par ailleurs que la Commune de Trooz en qualité de vendeur, devra constituer une servitude de passage et d'accès au profit du sous-sol vendu sur le fond

supérieur dudit sous-sol ; (cf. le plan de canalisation situé en sous-sol, le long de la berge à l'arrière des maisons de la rue de la Vesdre) ;

Considérant que la vente, la servitude et la cession du droit personnel de jouissance temporaire seraient consenties moyennant une somme de 22.126,00 € fixée par la Comité d'Acquisition de Liège et un expert agronome ;

Considérant qu'il y a lieu de clôturer le dossier concernant la mise en œuvre des travaux relatifs à la construction de la station de pompage de " La Brouck ", il est proposé de procéder à la conclusion de la convention dont question :



Wallonie
Service Public
SPW Finances
Département des
Comités d'acquisition
Direction du Comité d'acquisition de LIEGE

BCE n° 0316.381.138

ES 071103PROJET DU 06-03-25 - 2:43:00

Dossier n° 62122//167/2
Répertoire n°

ACQUISITION D'IMMEUBLE & CONSTITUTION DE SERVITUDES

L'an deux mille vingt-cinq,
Le ...,
Nous, Catherine TIMMERMANS, Commissaire au Service Public de Wallonie, Finances, Département des Comités d'acquisition, Direction du Comité d'acquisition de LIEGE, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,
La **COMMUNE DE TROOZ**, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0216.694.733, dont les bureaux sont situés à 4870 Trooz, rue de l'Eglise 22.
Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 52 du Décret-programme du 18 décembre 2024 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de tourisme, d'agriculture, de nature et de forêt, de pouvoirs locaux et de logement, publié au Moniteur belge du 24 janvier 2025, et en exécution de la délibération du Conseil communal du ... 2025.
Ci-après dénommée **« le comparant » ou « le vendeur »**.

6212201670O2ACQ.doc **Premier** rôle de sept

ET D'AUTRE PART,
La « **SOCIETE PUBLIQUE DE GESTION DE L'EAU** », en abrégé « **SPGE** », Société Anonyme de droit public dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue des Ecoles, 17-19.
Immatriculée auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises (Registre Des Personnes Morales à Verviers) sous le numéro 0420.651.980.
Constituée initialement sous la dénomination de « Société de Gestion et d'Exploitation des Ressources Naturelles de la Région Wallonne », en abrégé « RENAT S.A. », aux termes d'un acte reçu par le notaire Henri LOGÉ, à Namur, le 16 juillet 1980, publié aux annexes du Moniteur belge du 5 août 1980, sous le numéro 1573-1, dont les statuts ont été modifiés à diverses reprises et pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire Nathalie BOZET, à Vivegnis, substituant le notaire Thibaut de PAUL de BARCHIFONTAINE, à Namur, le 14 mars 2024, publié par extraits aux annexes au Moniteur belge du 10 mai 2024, sous le numéro 24396342.
Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 52 du Décret-programme du 18 décembre 2024 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de tourisme, d'agriculture, de nature et de forêt, de pouvoirs locaux et de logement, entré en vigueur le 1*er* janvier 2025, publié au Moniteur Belge du 24 janvier suivant.
Ci-après dénommée **« l'acquéreur »** ou « **la SPGE** ».

EXPOSE PREALABLE
Le Fonctionnaire instrumentant expose ce qui suit :
1. Un arrêté ministériel du 15 novembre 2004, publié au Moniteur belge du 28 février 2005 sous le numéro 7809, a autorisé l'expropriation et la prise de possession immédiate, suivant la procédure d'extrême urgence, par l'acquéreur, de parcelles situées à Chaudfontaine et Trooz, et reprises dans le tableau des emprises dont il est question ci-après, afin de permettre la réalisation des travaux de pose du collecteur de Trooz et de la construction de la station de pompage de La Brouck.
2. Ces immeubles sont figurés au projet de plan des emprises approuvé par le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme, Monsieur Benoît LUTGEN, lequel est resté annexé audit arrêté ministériel.
3. Il résulte de ce qui précède que l'acquisition a lieu pour cause d'utilité publique.
Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

ACQUISITION
La partie venderesse cède à l'acquéreur, pour lequel accepte le Commissaire instrumentant, l'immeuble désigné ci-après, aux conditions indiquées dans le présent acte.

6212201670O2ACQ.doc - 06-03-25

I.- DÉSIGNATION DU BIEN
COMMUNE DE TROOZ - PREMIERE DIVISION – FORET
1. Une parcelle de terrain sise au lieu-dit « La Brouck », cadastrée comme « terre vaine et vague », section A, numéro 221X P0000, pour une contenance de quatre cent soixante-six mètres carrés (466 m²).
Etant le lot numéro 10 au plan ci-après vanté.
2. Une parcelle de terrain non cadastrée faisant partie du domaine public, pour une contenance mesurée de quatre cent nonante et un mètres carrés (491 m²).
Etant le lot numéro 11 au plan ci-après vanté
Identifiant réservé : A 341 B P0000.
3. Dans une parcelle de terrain sise au lieu-dit « Wau de la de l'Eau », cadastrée comme « terre vaine et vague », section A 266 P0000, pour une contenance totale de six cent cinquante mètres carrés (650 m²) : une emprise en **pleine propriété** de quarante-trois mètres carrés (43 m²), reprise sous le numéro 12 au plan ci-après vanté.
Identifiant réservé : A 341 C P0000.
4. Dans une parcelle sise au lieu-dit « La Brouck », cadastrée comme « terre vaine et vague », section A 265 C P0000, pour une contenance totale de mille cent quarante-huit mètres carrés (1.148 m²) :
a) une **emprise en sous-sol** de deux cent quatorze mètres carrés (214 m²), reprise sous le numéro 13 au plan ci-après vanté ;
b) une emprise en **pleine propriété** de neuf mètres carrés (9 m²), reprise sous le numéro 14 au plan ci-après vanté.
Identifiant réservé : A 341 D P0000.
c) une **emprise en sous-sol** de cent quarante-cinq mètres carrés (145 m²), reprise sous le numéro 15 au plan ci-après vanté ;
5. Dans une parcelle sise au lieu-dit « R DE LA VESDRE », cadastrée comme « chemin », section A 265/02 P0000, pour une contenance totale de mille sept cent vingt-deux mètres carrés (1.722 m²) :
a) une **emprise en sous-sol** de quarante et un mètres carrés (41 m²), reprise sous le numéro 16 au plan ci-après vanté ;
b) une emprise en **pleine propriété** de neuf mètres carrés (9 m²), reprise sous le numéro 17 au plan ci-après vanté.
Identifiant réservé : A 341 E P0000.
c) une **emprise en sous-sol** de onze mètres carrés (11 m²), reprise sous le numéro 18 au plan ci-après vanté ;
d) une emprise en **pleine propriété** de neuf mètres carrés (10 m²), reprise sous le numéro 19 au plan ci-après vanté.
Identifiant réservé : A 341 F P0000.
e) une **emprise en sous-sol** de quatre mètres carrés (4 m²), reprise sous le numéro 20 au plan ci-après vanté ;
f) une **emprise en sous-sol** de quatorze mètres carrés (14 m²), reprise sous le numéro 21 au plan ci-après vanté ;
Les emprises sont ci-après dénommées « **le bien** »

PLAN
Les emprises sont reprises :

6212201670O2ACQ.doc **Deuxième** rôle de sept

- (1) pour les emprises en pleine propriété : sous les numéros 10, 11, 12, 14, 17 et 19 de couleur gris foncé ;
- (2) pour les emprises en sous-sol : sous les numéros 13, 15, 16, 18, 20 et 21 en trame pointillée de couleur gris clair,

au plan de mesurage numéro VE 18/75.3-15 dressé le 22 avril 2022, par le géomètre-expert François MAGIS, à Liège, préalablement enregistré dans la base de données des plans de délimitation tenue par l'Administration générale de la Documentation patrimoniale – Mesures et Evaluations (en abrégé « AGDP ») sous le numéro de référence 62040/10492.
Les parties certifient que le plan n'a pas été modifié depuis lors.
Elles déclarent avoir eu connaissance de ce plan antérieurement aux présentes et accepter les délimitations y reprises.

Origine de propriété
La Commune de Trooz déclare être propriétaire du bien, sous une plus grande contenance, depuis des temps immémoriaux.
A cet égard, le bureau de sécurité juridique a fait savoir ce qui suit au fonctionnaire instrumentant, par un courrier du 21 novembre 2024, relativement aux parcelles A 265CP0000, A 265/2P0000, A 266P0000 et A 221XP0000 : *« Malgré des recherches approfondies, il n'a pas été possible de trouver un acte authentique trentenaire de propriété transcrit ni même un acte sous seing privé enregistré dans notre documentation patrimoniale.*
Compte tenu de la qualité du propriétaire (Commune de Trooz (0216694722)), il s'agit probablement d'une possession depuis des temps immémoriaux ; en effet, aucun acte d'acquisition amiable ou jugement d'expropriation n'a été retrouvé, ni la base légale opérant un transfert administratif. »
La partie acquéreuse devra se contenter de cette origine de propriété et ne pourra exiger d'autre titre qu'une expédition des présentes.

II.- BUT DE L'ACQUISITION
L'acquisition a lieu pour cause d'utilité publique en vue de permettre l'exécution de travaux pour réaliser le collecteur de Trooz, collecteur et station de pompage de la Brouck. Les parties se réfèrent à cet égard à l'exposé préalable qui précède.

III.- CONSTITUTION DE SERVITUDES
La partie venderesse déclare constituer une servitude d'accès et de passage au profit de chaque emprise en sous-sol vendue, sur le fonds supérieur dudit sous-sol. Cette servitude aura une largeur d'un mètre cinquante centimètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation et s'exercera de manière que cette dernière puisse être placée et, en tout temps, être surveillée, entretenue, réparée et, éventuellement, remplacée.
Le pouvoir public, tant pour lui que pour ses ayants cause, s'engage à réparer ou à dédommager par le paiement à l'ayant droit d'une juste indemnité, tout préjudice qui pourrait résulter de l'usage du droit de servitude. A défaut d'accord amiable, cette indemnité sera fixée par le tribunal compétent, à la requête de la partie la plus diligente, conformément aux règles du droit commun.

6212201670O2ACQ.doc - 06-03-25

Il est également stipulé à titre de servitude au profit du sous-sol et à charge tant des comparants que de leurs ayants droit et ayants cause :

1. Que le propriétaire du fonds supérieur ne pourra y ériger des constructions, de quelque espèce que ce soit (bâtiment, haie, mur de séparation, etc.), ni planter des arbres ou d'arbustes, ou en laisser pousser, même s'ils proviennent de semis naturels, à moins de deux mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation, ni modifier le niveau du sol au-dessus de l'emprise acquise sans autorisation de l'acquéreur.

La présente clause n'est pas d'application en ce qui concerne les haies constituées de plants à racine à faible développement délimitant des propriétés ou des exploitations différentes.

2. Que le propriétaire du fonds supérieur ne pourra pratiquer des fouilles ou déplacements ou enlèvement de terre de nature à modifier le niveau naturel ou à nuire à la stabilité des conduites qui y seront posées.

3. Que le propriétaire du fonds supérieur ne pourra établir un dépôt de matières toxiques et notamment d'hydrocarbures.

4. Que le propriétaire du fonds supérieur ne pourra d'une manière générale faire ou autoriser de faire quoi que ce soit qui puisse nuire de façon que ce soit, aux canalisations qui seront installées en sous-sol, ainsi qu'à leur stabilité.

En cas d'infraction aux stipulations qui précèdent, le pouvoir public ou ses ayants droit, aura, sans avis ou mise en demeure préalable, le droit de démolir les constructions érigées et les plantations et de remettre les lieux dans leur état primitif, ainsi que de prendre toutes les mesures conservatoires jugées utiles, le tout aux frais des contrevenants sans préjudice des dommages et intérêts auxquels l'infraction pourrait donner lieu.

La partie venderesse s'engage, tant pour elle-même que pour ses ayants-droit et ayants-cause, pour le cas d'aliénation à titre onéreux ou gratuit de son droit réel sur le fonds supérieur de chaque emprise en sous-sol précitée, à faire reproduire in extenso dans l'acte constatant cette opération les dispositions reprises au présent chapitre « CONSTITUTION DE SERVITUDES » du présent acte.

IV.- OCCUPATION TEMPORAIRE

La partie venderesse déclare qu'elle a autorisé en son temps la partie acquéreuse à utiliser temporairement une partie de la parcelle désignée ci-avant en vue de permettre la réalisation des travaux.

La partie venderesse confirme pour autant que de besoin que la bande de terrain occupée temporairement en vertu de ce droit personnel d'occupation a été restaurée dans son état primitif à sa satisfaction.

V.-OBLIGATIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX TRAVAUX

La convention sous signature privée préalable, signée entre la SPGE et la Commune de Trooz le 2 mai 2005, reprend, notamment, les obligations spéciales relatives à l'exécution des travaux ci-après reproduites in extenso, savoir :

« En dehors de cette bande de terrain mise à sa disposition, l'entrepreneur est tenu de s'assurer, à ses frais exclusifs, les moyens d'accès et

les surfaces de terrain complémentaires qu'il juge indispensables pour la réalisation complète de ses ouvrages.

A ce sujet, l'acquéreur n'interviendra pas dans les pourparlers de l'entrepreneur avec les propriétaires et les locataires des propriétés traversées ; il ne pourra en aucune façon être inquiété par les particuliers suite aux conventions éventuelles passées entre ceux-ci et l'entrepreneur.

L'entrepreneur assurera, à ses frais exclusifs, l'organisation des déblais excédents et de l'amenée à pied d'œuvre des matériaux ou matériel de toute espèce.

Les fouilles ne pourront couper la totalité d'une propriété privée.

Les terrassements seront conduits de manière à assurer en permanence le passage entre les parcelles riveraines des fouilles.

L'entrepreneur devra, en temps opportun, prendre tout accord nécessaire avec chacun des propriétaires et locataires pour l'exécution du travail, notamment pour la date de commencement des travaux et la durée de ceux-ci.

Lorsqu'un propriétaire ou un locataire l'exige, l'entrepreneur est tenu de procéder, à ses frais, préalablement à toute activité, à un constat contradictoire de l'état des lieux, qu'il s'agisse des terrains mis à sa disposition par l'acquéreur, ou de ceux dont il s'est assuré l'usage de sa propre initiative.

L'entrepreneur établira des clôtures délimitant la zone réservée ainsi que des passerelles provisoires pour le passage des véhicules, du bétail, etc... les clôtures auront 1,50 m de hauteur minimum, et seront composées de piquets en bois distants de 3 m maximum, reliés entre eux par 4 rangées de fil barbelé.

Les terrains seront restaurés dans leur état primitif et cette restauration suivra immédiatement les travaux.

Pour la reconstitution des clôtures existantes avant le commencement des travaux, l'entrepreneur remplace les matériaux endommagés par des matériaux neufs, quel que soit l'état de vétusté des matériaux dégradés.

En cas de détérioration de haies, il sera procédé à une plantation de jeunes massifs de même nature que ceux de la haie adjacente. Une clôture provisoire semblable à celle délimitant la zone réservée aux travaux sera installée au droit des nouvelles plantations jusqu'à ce que la taille de celle-ci soit suffisante. Le passage entre cette clôture provisoire et la haie existante ne doit pas être possible.

Il appartient à l'entrepreneur d'établir pendant la durée de ses travaux, un gardiennage permanent ; il sera responsable de tous accidents éventuels, de même que des dégradations ou vols commis par son personnel ou par des tiers.

La remise en état des lieux après l'établissement de la canalisation sera effectuée par l'entrepreneur, de même que la réparation de tous dégâts aux constructions et plantations avoisinant l'emprise, pour autant que les dégâts éventuels proviennent du fait de l'établissement de la canalisation.

En résumé, toutes indemnités pour préjudices directs ou indirects causés par l'exécution des travaux dans les propriétés privées seront à charge de l'entrepreneur adjudicataire des travaux.

Il en est spécialement ainsi pour les indemnités locatives et autres dues aux locataires ou propriétaires des biens concernés en cas de dépassement des délais par l'entrepreneur.

Lors de la réception provisoire des travaux, l'entrepreneur devra fournir les accords écrits des propriétaires en ce qui concerne la remise des lieux en leur état primitif.

D'une manière générale, l'acquéreur, s'engage solidairement avec l'entrepreneur adjudicataire des travaux à respecter toutes les clauses reprises dans les conditions particulières ci-dessus, opposables à l'entrepreneur. ».

L'acquéreur s'est engagé à remettre en état le fond supérieur de l'emprise en sous-sol ainsi que la zone nécessaire à la réalisation des travaux après leur réalisation.

La venderesse déclare que cette remise en état est intervenue à sa satisfaction.

VI.- CONDITIONS

1. Garantie - Situation hypothécaire

La partie venderesse garantit l'acquéreur de tous troubles, évictions ou autres empêchements quelconques. Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges et hypothèques quelconques, tant dans le chef de la partie venderesse que dans le chef des précédents propriétaires.

S'il devait être grevé de pareilles charges, l'acquéreur aurait la faculté de se libérer en versant le prix à la Caisse des dépôts et consignations, sans offres préalables ni mise en demeure. Il en serait de même en cas d'opposition au paiement. Les frais de retrait seraient à charge de la partie venderesse.

2. Servitudes – Conditions spéciales

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, qui pourraient grever le bien, mais sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits que ceux fondés sur des titres réguliers transcrits et non prescrits ou sur la loi.

La partie venderesse déclare qu'à sa connaissance il n'existe aucune servitude conventionnelle ni condition particulière qui grève le bien, hormis celles résultant éventuellement de prescriptions légales. Elle déclare qu'elle-même n'a conféré aucune servitude grevant le bien et que son titre de propriété ne contient aucune condition spéciale.

3. Etat du bien – Contenance

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve sans garantie au sujet de ses vices et défauts apparents ou cachés, ni de la nature du sol et du sous-sol.

Aucune réclamation ne peut être élevée du chef d'erreur de désignation ou de contenance, la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, faisant profit ou perte pour l'acquéreur.

4. Réserve – Biens appartenant à des tiers

Tous les compteurs et les canalisations qui se trouveraient actuellement dans le bien objet de la présente convention et qui n'appartiendraient pas à la partie venderesse ne font pas partie de la présente vente et sont réservés à qui de droit.

VII.- TRANSFERT DE PROPRIETE – ENTREE EN JOUISSANCE – IMPOTS

L'acquéreur a la propriété du bien et pourra faire usage de la servitude qui vient d'être constituée à compter de ce jour. La partie venderesse déclare que le bien est libre de tout droit de bail ou d'occupation quelconque.

L'acquéreur a eu la jouissance du bien rétroactivement depuis le jour de sa prise de possession intervenue le 8 septembre 2005 (début des travaux), avec l'accord des propriétaires.

Le précompte immobilier et les autres impositions quelconques afférentes au bien restent à charge de la partie venderesse, à l'exception du précompte immobilier et des autres impositions relatives aux emprises en pleine propriété objet de la présente convention qui seront à charge de l'acquéreur à dater du 1er janvier prochain.

VIII.- STATUT ADMINISTRATIF

. Mentions et déclarations urbanistiques

a. Information circonstanciée :

La partie venderesse déclare que :

« Que les biens en cause :

- *sont situés en zone d'habitat (A22LX, 265C, 265I2 et 266) et en zone de plan d'eau (265C, 265I2 et 266), au plan de secteur de LIEGE adopté par Arrêté du 26 novembre 1987 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité ;*
- *sont situés dans le périmètre du Guide régional d'urbanisme suivant :*
  - *Règlement général sur les bâtiesez relatif à l'accessibilité et à l'usage des espaces et bâtiments ouverts au public ou à usage collectif par les personnes à mobilité réduite*
  - *Règlement général d'urbanisme relatif aux enseignes et aux dispositifs de publicité*
- *ont fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n°1 datant de moins de deux ans ;*
- *est situé le long d'un cours d'eau de 1ère catégorie, à savoir la Vesdre ;*
- *sous réserve de la précision de lecture de la cartographie, les biens sont repris en aléa moyen (221X, 265C et 265I2) et en aléa élevé (221X, 265C, 265I2 et 266) sur la cartographie des zones soumises à l'aléa d'inondation adoptée par le Gouvernement wallon le 4 mars 2021 (Moniteur belge du 24 mars 2021) ;*
- *sont repris dans la cartographie des zones inondées en 2021 ;*
- *sont repris dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de la Vesdre en zone d'épuration de type collectif ;*
- *sont situés dans le périmètre de la carte archéologique de la Wallonie ;*
- *les parcelles cadastrées A265C, A265I2 et A266 sont reprises dans une zone de consultation sous-sol SPW (présence de minière de fer) ;*

- *la parcelle cadastrée A265/2 est repris dans une zone de consultation de l'atlas du karst wallon (la parcelle est traversée par une faille).*

A notre connaissance,

- *aucune infraction n'a été constatée par procès-verbal. Toutefois, il existe sur la parcelle cadastrée 1A265C l'aménagement et la construction de terrasses, d'extensions ;*
- *les parcelles cadastrées A265/2 et A221X sont longées par le chemin communal n°54 repris à l'atlas des chemins vicinaux ;*
- *les biens bénéficient d'un accès à une voirie pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la situation des lieux. »*

Le fonctionnaire instrumentant réitère cette information au vu de la lettre reçue de la Commune de Trooz, le 13 décembre 2024. Le fonctionnaire instrumentant rappelle aux parties que son obligation d'information s'exerce subsidiairement à celle du vendeur et qu'elle intervient dans les limites des voies d'accès à l'information disponible.

b. Déclarations spéciales de la partie venderesse :

La partie venderesse déclare ne prendre aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article D.IV.4 du CoDT.

La partie venderesse déclare, en outre :

- que l'ensemble des actes, travaux et constructions réalisés à son initiative sont conformes aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, et plus particulièrement qu'elle n'a pas réalisé des actes et travaux constitutifs d'une infraction en vertu de l'article D.VII.1, § 1er, 1, 2° ou 7°, et qu'aucun procès-verbal n'a été dressé ;
- qu'à sa connaissance, l'ensemble des actes, travaux et constructions réalisés par un propriétaire précédent, mais néanmoins maintenus à son initiative, sont conformes aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, et plus particulièrement, qu'à sa connaissance toujours, il n'a pas maintenu des actes et travaux réalisés par un propriétaire précédent, constitutifs d'une infraction en vertu de l'article D.VII.1, § 1er, 1, 2° ou 7°, et qu'aucun procès-verbal n'a été dressé.

Sur interpellation du fonctionnaire instrumentant, la partie venderesse déclare, qu'à sa connaissance - et sans que des investigations complémentaires ne soient exigées d'elle -, le bien concerné par la présente vente n'a pas fait l'objet de travaux soumis à permis, depuis qu'elle a acquis la maîtrise juridique de celui-ci. S'agissant de la période antérieure à celle-ci, la partie venderesse déclare qu'elle ne dispose pas d'autres informations que celles reprises dans son propre titre de propriété.

2. Information générale :

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article D.IV.4 du CoDT, ne peut être accompli sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu ;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme ;

- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme ;

3. Protection du patrimoine

La partie venderesse déclare que le bien vendu n'est ni classé, ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année, ni inscrit sur la liste de sauvegarde, n'est pas repris à l'inventaire du patrimoine, et qu'il n'est pas situé dans une zone de protection ou dans un site archéologique, tels qu'ils sont définis dans le CoDT.

4. Polices particulières

La partie venderesse déclare n'avoir pas connaissance de ce que le bien vendu soit soumis au droit de préemption visé aux articles D.VI.17 et suivants du CoDT, soit concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activités économiques à réhabiliter, soit repris dans le périmètre d'un remembrement légal.

La partie venderesse déclare que le bien n'est pas visé par un site à réaménager, ni par un site de réhabilitation paysagère et environnementale, de remembrement urbain, de rénovation urbaine ou encore de revitalisation urbaine, ni repris dans le plan relatif à l'habitat permanent.

5. Zones à risque

Selon les informations reçues de la Commune de Trooz par courrier du 13 décembre 2024, le bien est :

- *est situé le long d'un cours d'eau de 1ère catégorie, à savoir la Vesdre ;*
- *sous réserve de la précision de lecture de la cartographie, les biens sont repris en aléa moyen (221X, 265C et 265/2) et en aléa élevé (221X, 265C, 265/2 et 266) sur la cartographie des zones soumises à l'aléa d'inondation adoptée par le Gouvernement wallon le 4 mars 2021 (Moniteur belge du 24 mars 2021) ;*
- *sont repris dans la cartographie des zones inondées en 2021 ;*
- *sont repris dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de la Vesdre en zone d'épuration de type collectif ;*
- *sont situés dans le périmètre de la carte archéologique de la Wallonie ;*
- *les parcelles cadastrées A265C, A265/2 et A266 sont reprises dans une zone de consultation sous-sol SFW (présence de minière de fer) ;*
- *la parcelle cadastrée A265/2 est repris dans une zone de consultation de l'atlas du karst wallon (la parcelle est traversée par une faille).*

6. État du sol

Les extraits conformes de la Banque de donnée de l'état des sols, datés du 3 mars 2025, énoncent chacun ce qui suit : « Cette parcelle n'est pas soumise à des obligations au regard du décret sols ».

La partie venderesse confirme, au besoin, qu'elle n'est pas *titulaire des obligations* au sens de l'article 2,39° du Décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols – ci-après dénommé « Décret sols wallon » -, c'est-à-dire responsable d'une ou plusieurs des obligations énumérées à l'article 19, alinéa 1er dudit décret lesquelles peuvent consister, selon les circonstances, en une phase d'investigation, matérialisée par une ou deux études (orientation, caractérisation ou combinée) et une phase de traitement de la pollution, consistant en un projet d'assainissement, des actes et travaux d'assainissement, des mesures de suivi et des mesures de sécurité au sens du Décret sols wallon.

Interpellé à propos de la destination qu'il entend assigner au bien, le cessionnaire déclare qu'il entend l'affecter à l'usage suivant : « Industriel (enfouissement de canalisations) ». Le cédant prend acte de cette déclaration.

S'il y a lieu, par dérogation aux stipulations reprises parmi les conditions générales, le cédant déclare qu'il ne prend aucun engagement, de quelque nature que ce soit, à propos de l'état du sol et que le prix de la cession a été fixé en considération de cette exonération, sans laquelle il n'aurait pas contracté, ce que le cessionnaire accepte expressément. En conséquence, seul le cessionnaire devra assumer les éventuelles obligations d'investigation et, le cas échéant, de traitement, en ce compris toutes mesures de sécurité et de suivi au sens des articles 2, 15° et 16° du Décret sols wallon, qui pourraient être requises en raison de l'usage qu'il entend assigner au bien.

Le cédant déclare, sans que le cessionnaire exige de lui des investigations préalables, qu'il ne détient pas d'information supplémentaire susceptible de modifier le contenu de l'extrait conforme.

Le cessionnaire reconnaît que le cédant s'est acquitté des obligations d'information postérieurement à la formation de la cession. Pour autant, il consent irrévocablement à renoncer expressément à postuler la nullité de la convention et, sous le bénéfice de la sincérité des déclarations du cédant, requiert formellement le commissaire instrumentant d'authentifier la cession.

7. Patrimoine naturel

La parcelle n'est située ni dans une réserve naturelle domaniale ou agréée, ni dans une réserve forestière, ni dans un site Natura 2000 et ne comporte ni cavité souterraine d'intérêt scientifique, ni zone humide d'intérêt biologique, au sens de l'article D.IV.57, 2° à 4° du CoDT.

8. Règlement général sur la protection de l'environnement

La partie venderesse déclare que l'immeuble vendu ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement, anciennement permis d'exploiter, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire mention de l'article soixante (60) du Règlement Général sur la protection de l'Environnement.

9. Dossier d'intervention ultérieure

Interrogée sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure afférent au bien vendu, la partie venderesse a répondu de manière négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucun des travaux pour lesquels un dossier d'intervention ultérieure devait être rédigé n'ont été réalisés par un ou plusieurs entrepreneurs, pour ce qui concerne le bien vendu.

10. Citernes à mazout

L'acquéreur déclare avoir été informée de la législation relative aux obligations concernant les citernes à mazout sur l'ensemble du territoire belge. La partie venderesse déclare que le bien n'est pas équipé d'une citerne à mazout d'une contenance égale ou supérieure à trois mille litres, de sorte que les dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du dix-sept juillet deux mille trois ne s'appliquent pas audit bien ; elle déclare également ne pas avoir connaissance de prescriptions communales en la matière.

IX.- PRIX

La vente, la constitution de servitude (obligations permanentes liées à la servitude) et l'occupation temporaire sont consenties moyennant la somme de **VINGT-DEUX MILLE CENT VINGT-SIX EUROS (22.126,00 EUR)**.

Cette somme comprend toutes les indemnités quelconques pouvant revenir à la venderesse (entre autres les frais de remploi) et vaut comme indemnité complète pour tous les dommages que l'expropriation du bien prédécrit cause à celle-ci.

Elle ne comprend pas la réparation des dommages qui résulteraient pour la venderesse de la non remise en état du terrain à la suite de travaux de pose de la canalisation ni de la non remise en état du terrain à la suite des travaux d'entretien ou de remplacement des canalisations qui pourraient être effectués à l'avenir, en exécution des servitudes constituées par les présentes.

Quant aux indemnités qui pourraient être dues par la « SPGE » en raison de l'usage futur qu'elle pourrait faire de la servitude (postérieurement à la pose de la canalisation et à la période d'occupation temporaire), elles seront réglées par acte sous seing privé séparé, et ce sans préjudice d'un recours auprès du tribunal compétent à défaut d'accord amiable.

La somme de 22.126,00 EUR, restant à majorer d'un intérêt pour prise de possession anticipée calculé au taux de l'intérêt légal en matière civile depuis la date du 8 septembre 2005 (début des travaux) jusqu'à celle du paiement, dont il suivra de plein droit les modifications, sera valablement payée au moyen d'un virement au profit du compte BE XXX ouvert au nom de la venderesse.

Le prix est payable, après l'enregistrement et la transcription du présent acte, dans les trois mois à compter de ce jour. A partir de l'expiration de ce délai, le montant de la somme due sera productif d'un intérêt au taux de l'intérêt légal applicable en matière civile dont il suivra, de plein droit, les modifications. Toutefois, en cas d'opposition ou d'obstacle quelconque au paiement non imputable au Pouvoir public, cet intérêt ne courra que trois mois après la levée de l'obstacle ou de l'opposition.

X.- DISPOSITION FINALES

Frais

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

Dispense d'inscription d'office

Le comparant déclare dispenser l'administration générale de la Documentation patrimoniale de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, le comparant fait élection de domicile en son domicile et l'acquéreur en ses bureaux.

Etat civil

Le fonctionnaire instrumentant déclare avoir identifié les parties aux présentes au vu des pièces requises par la loi.

S'agissant des personnes physiques, le fonctionnaire instrumentant confirme le nom, les prénoms, le lieu et la date de naissance ainsi que le domicile du cédant au vu des pièces officielles requises par la loi.

Conformément à l'article 139 de loi hypothécaire, le fonctionnaire instrumentant certifie les nom, prénoms, lieu et date de naissance, ainsi que le domicile des parties signataires d'après les documents d'identité probants susmentionnés.

En ce qui concerne les sociétés, associations ou autres personnes morales, le fonctionnaire instrumentant certifie les dénomination, forme juridique, date de l'acte constitutif et siège social ainsi que le numéro d'entreprise si elle est inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises au vu des statuts et des publications au Moniteur belge.

Déclaration en matière de capacité

Chacune des parties déclare n'être frappée d'aucune restriction de sa capacité de contracter les obligations formant l'objet des présentes.

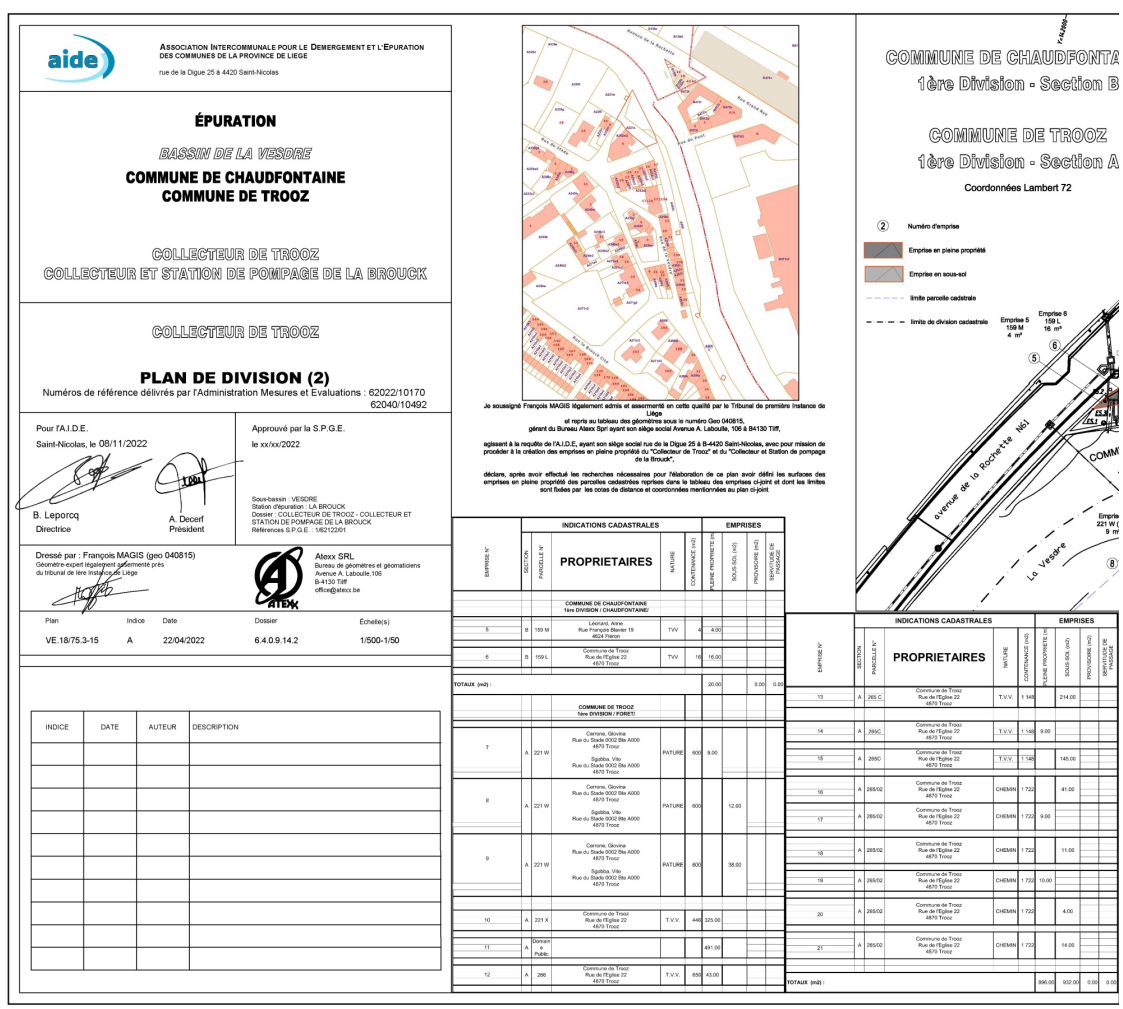
Déclaration pro fisco

La présente opération a lieu pour cause d'utilité publique, comme mentionné ci-avant. En conséquence, elle bénéficie de l'exemption prévue par l'article 161, 2° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

DONT ACTE

Passé à Liège, Esplanade Simone Veil 1, date que dessus.

Après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi et partielle des autres dispositions, les parties, représentées comme il est dit, déclarant avoir pris connaissance du projet d'acte au moins cinq jours ouvrables avant la signature des présentes, ont signé avec le Commissaire instrumentant.



ASSOCIATION INTERCOMMUNIALE POUR LE DEMERGEMENT ET L'EPURATION DES COMMUNES DE LA PROVINCE DE LIEGE

rue de la Digue 25 à 4420 Saint-Nicolas

ÉPURATION

BASSIN DE LA VESDRE

COMMUNE DE CHAUDFONTAINE
COMMUNE DE TROOZ

COLLECTEUR DE TROOZ
COLLECTEUR ET STATION DE POMPAGE DE LA BROUCK

COLLECTEUR DE TROOZ

PLAN DE DIVISION (2)

Numéros de référence délivrés par l'Administration Mesures et Evaluations : 62022/10170
62040/10492

Pour l'A.I.D.E.
Saint-Nicolas, le 08/11/2022

B. Leporcq
Directrice

A. Decerf
Président

Approuvé par la S.P.G.E.
le xx/xx/2022

Sous-bassin : VESDRE
Station d'épuration : LA BROUCK
Dossier : COLLECTEUR DE TROOZ - COLLECTEUR ET STATION DE POMPAGE DE LA BROUCK
Références S.P.G.E. : 1/6212201

Dressé par : François MAGIS (geo 040815)
Géomètre-expert légalement assermenté près du tribunal de 1ère Instance de Liège

Atexx SRL
Bureau de géomètres et géomaticiens
Avenue A. Laboulle,106
B-4130 Tilff
office@atexx.be

Plan	Indice	Date	Dossier	Echelle(s)
VE.18/75.3-15	A	22/04/2022	6.4.0.9.14.2	1/500-1/50

INDICE	DATE	AUTEUR	DESCRIPTION

Je soussigné François MAGIS légalement admis et assermenté en cette qualité par le Tribunal de première instance de Liège
et repris au tableau des géomètres sous le numéro Geo 040815,
gérant du Bureau Atexx Sprl ayant son siège social Avenue A. Laboulle, 106 à B4130 Tiff,

agissant à la requête de l'A.I.D.E, ayant son siège social rue de la Digue 25 à B-4420 Saint-Nicolas, avec pour mission de procéder à la création des emprises en pleine propriété du "Collecteur de Trooz" et du "Collecteur et Station de pompage de la Brouck",

déclare, après avoir effectué les recherches nécessaires pour l'élaboration de ce plan avoir défini les surfaces des emprises en pleine propriété des parcelles cadastrées reprises dans le tableau des emprises ci-joint et dont les limites sont fixées par les cotes de distance et coordonnées mentionnées au plan ci-joint

EMPRISE N°	INDICATIONS CADASTRALES: SECTION	PARCELLE N°	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE (m2)	EMPRISES: PLEINE PROPRIETE (m2)	SOUS-SOL (m2)	PROVISOIRE (m2)	SERVITUDE DE PASSAGE
			COMMUNE DE CHAUDFONTAINE 1ère DIVISION / CHAUDFONTAINE)						
5	B	159 M	Léonard, Anne Rue François Blanier 19 4624 Fléron	TVV	4	4.00			
6	B	159 L	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	TVV	16	16.00			
TOTAUX (m2) :						20.00		0.00	0.00
			COMMUNE DE TROOZ 1ère DIVISION / FORET						
7	A	221 W	Carrone, Giovina Rue du Stade 9002 Bte A000 4870 Trooz Spitilla, Vito Rue du Stade 9002 Bte A000 4870 Trooz	PATURE	600	9.00			
8	A	221 W	Carrone, Giovina Rue du Stade 9002 Bte A000 4870 Trooz Spitilla, Vito Rue du Stade 9002 Bte A000 4870 Trooz	PATURE	600		12.00		
9	A	221 W	Carrone, Giovina Rue du Stade 9002 Bte A000 4870 Trooz Spitilla, Vito Rue du Stade 9002 Bte A000 4870 Trooz	PATURE	600		38.00		
10	A	221 X	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	T.V.V.	446	325.00			
11	A	Domaine Public				491.00			
12	A	299	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	T.V.V.	650	43.00			

COMMUNE DE CHAUDFONTA
1ère Division - Section B

COMMUNE DE TROOZ
1ère Division - Section A

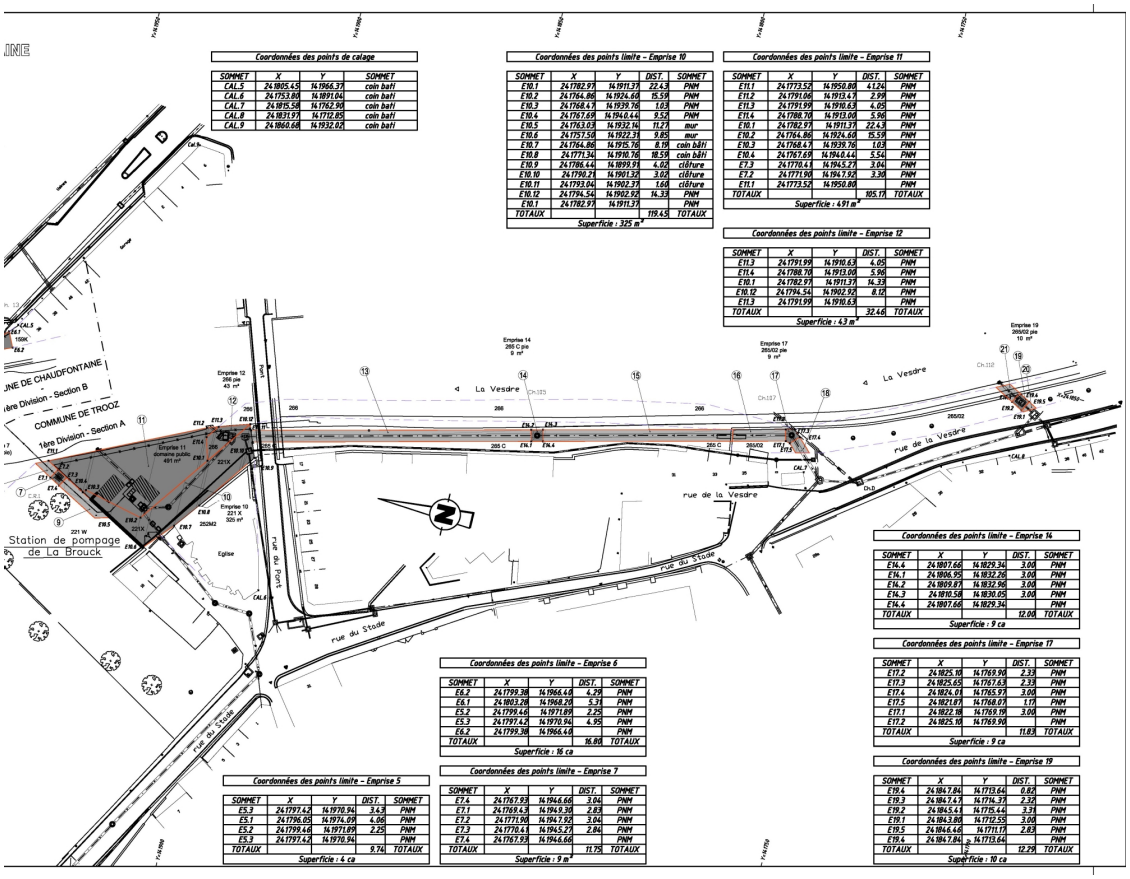
Coordonnées Lambert 72

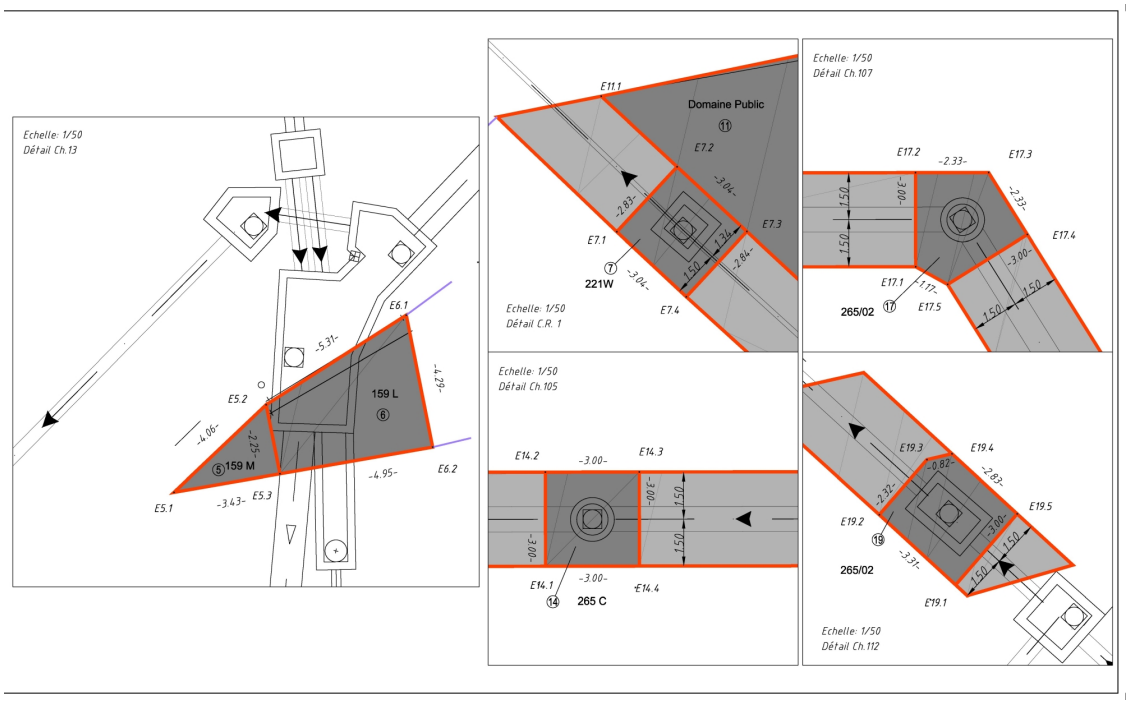
Numéro d'emprise
Emprise en pleine propriété
Emprise en sous-sol
limite parcelle cadastrale
limite de division cadastrale

Emprise 5 159 M 4 m²
Emprise 6 159 L 16 m²

avenue de la Rochette N61
La Vesdre

EMPRISE N°	INDICATIONS CADASTRALES: SECTION	PARCELLE N°	PROPRIETAIRES	NATURE	CONTENANCE (m2)	EMPRISES: PLEINE PROPRIETE (m2)	SOUS-SOL (m2)	PROVISOIRE (m2)	SERVITUDE DE PASSAGE
13	A	265 C	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	T.V.V.	1 148		214.00		
14	A	265C	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	T.V.V.	1 148	9.00			
15	A	265C	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	T.V.V.	1 148		145.00		
16	A	265/02	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	CHEMIN	1 722		41.00		
17	A	265/02	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	CHEMIN	1 722	9.00			
18	A	265/02	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	CHEMIN	1 722		11.00		
19	A	265/02	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	CHEMIN	1 722	10.00			
20	A	265/02	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	CHEMIN	1 722		4.00		
21	A	265/02	Commune de Trooz Rue de l'Eglise 22 4870 Trooz	CHEMIN	1 722		14.00		
TOTAUX (m2) :						896.00	932.00	0.00	0.00





Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE par 16 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de présence étant de 16, de procéder à la conclusion avec l'AIDE/SPGE de la convention d'acquisition d'immeuble en sous-sol et en pleine propriété, avec constitution de servitude et autorisation de jouissance temporaire (pour la durée des travaux-zone de travail) en vue de permettre l'exécution de travaux pour réaliser le collecteur de Trooz, collecteur et station de

pompage de " La Brouck ", moyennant la somme de vingt-deux mille cent vingt-six euros (22.126,00 €).

Monsieur le Président clôt la séance à 20h30.

Par le Conseil,

Le Directeur général, Le Bourgmestre,

sceau

Bernard FOURNY *Fabien BELTRAN*